

RÉVOLUTIONNAIRES

La lutte des classes est dans le pré ?

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de l'écologie comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de mieux respecter la loi EGALIM. Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration

LE GOUVERNEMENT ABANDONNE LA LUTTE CONTRE LES PESTICIDES. LA FNSEA APPELLE À SUSPENDRE LES BLOCAGES



de Sofiprotéol, une société de crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes !

Mais l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante. Des grèves sont lancées à l'Éducation Nationale, à SAFRAN, à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste... Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions ! Mais pour éviter toute jonction, le gouvernement pouvait compter sur la FNSEA.

Pour un mouvement d'ensemble !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Des prix planchers pour les paysans pour s'en sortir ! Et c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse qu'il faudra pour l'imposer, auxquels les paysans exploités pourront se joindre, et cette fois vraiment gagner.

11/02/2024

ASCT : dépôts de sacs pour des augmentations de salaires !

La grève reconductible partout, voilà la réponse des ASCT qui comme tant d'autres travailleurs subissent la hausse des prix de l'énergie, de la nourriture. Ils constatent eux aussi l'explosion des profits du CAC 40 et de la fortunes des milliardaires sauf de leurs salaires.

Poussées par la colère des ASCT, les organisations syndicales Sud Rail, CGT, FO et le Collectif National Trains organisent une grève reconductible à partir du 15 février. Le fond de l'air se réchauffe !

Une assemblée générale de grévistes se tiendra à 10h00 à l'ECT de Tours le 16 février.

ADC - région Centre Val de Loire : une grève qui en amènera d'autres

Après plus de deux de mois de grèves avec des temps forts, les ADC ont décidé d'interrompre ce mouvement sans avoir gagné sur la revendication de ne pas faire les évolutions de rame vers Tolbiac.

Ils ont repris le travail en étant fier de leur combat avec des éléments encourageants.

Quelques aménagements de journées sans effectifs supplémentaires ont été réalisées.

L'intersyndicale à tenu le choc sans guerre de chapelle. Mais sans AG tous les jours et sur tous les sites les grévistes n'ont pas vraiment pris la main, et ils ne sont pas allés jusqu'au bout.

Voilà une expérience qui avec quelques réglages devrait permettre d'aller plus loin la prochaine fois !

Région Centre Val de Loire : gauche et droite unies pour la privatisation des TER !

Jeudi 30 juin 2022, la majorité au conseil régional Centre val de loire (PS, PCF, EELV, FI) votaient la privatisation des ter devant 100 cheminots en grève.

Que de désillusions pour ceux qui avaient voté NUPES aux législatives !

Le 27 janvier 2023, les élus de droite comme de gauche signaient une déclaration d'intention pour mettre sur les rails le projet Macron de rer Métropolitain autour de l'étoile ferroviaire de Tours.

Mais qui peut penser que ces casseurs du service public réaliseront des transports gratuits, nombreux, écologique avec des

travailleurs du rail bien payés partant à la retraite frais comme des gardons ?

Ce petit personnel politique aux affaires est au service des intérêts capitalistes et pas de celui des usagers et des services publics.

Dégageons les !

Grève dans les technicentres : on reste sur notre faim

Les ouvriers des ateliers de maintenance des trains se sont lancés des débrayages, à plusieurs centaines le 9 janvier dernier à l'appel des syndicats SUD Rail des technicentres TGV de région parisienne. D'autres technicentres se sont mobilisés, comme celui d'Hellemmes dans les environs de Lille, où une centaine de travailleurs ont débrayé le mardi 16 janvier.

Les grévistes parlaient surtout des salaires. Pour les intérimaires, l'embauche revient à une perte de salaire de plus de 500 euros par mois, plus la perte des primes. Beaucoup sont déjà partis. Et pour ceux qui ont signé, faute de mieux, la direction a refusé toute négociation sur les salaires.

Les débrayages se multipliant, les syndicats SUD Rail appelaient à une grève reconductible à partir du 6 février, pour augmentation de 400 euros pour tous. La grève s'est préparée, les déclarations d'intention de grève dépassant les 80 % dans bon nombre de coins. Et puis, patatra !

Quelques jours avant, sans même consulter l'ensemble des syndicats de base, la direction de SUD Rail décide d'annuler la grève. La raison ? Des miettes lâchées par la direction : des augmentations sur certaines primes liées au travail de nuit ou de week-end. Pas de quoi crier victoire et encore moins annuler une grève prometteuse.

Les directions syndicales, à Sud comme ailleurs, ne doivent pas utiliser les travailleurs et leurs grèves comme masse de manœuvre pour leurs négociations. La prochaine fois, pour prendre nos affaires en main, il faudra rester organisés à la base, dans des Assemblées Générales de grévistes décidant de la conduite du mouvement.

Profit à grande vitesse !

En 2023, déjà 1,1 milliard d'euros versé en dividende à l'état et pour nous seulement 1,8 % d'augmentation malgré une inflation qui persiste. C'est nous qui produisons et c'est eux qui se gavent.

Tous les 15 jours lisez : « **Révolutionnaires** » - le journal du NPA - nouveaupartianticapitaliste.fr